



www.fjcf.ca

450, RUE RIDEAU, BUREAU 403  
OTTAWA (ONTARIO) K1N 5Z4

☎ 613 562-4624 · 1 800 267-5173  
📧 613 562-3995 ✉ fjcf@fjcf.ca

Comité sénatorial permanent des langues officielles – Étude sur la perspective des Canadiens et Canadiennes au sujet d'une modernisation de la Loi sur les langues officielles

## **Comparution de la Fédération de la jeunesse canadienne-française (FJCF)**

### **La perspective de la jeunesse canadienne**

**Contexte sociolinguistique et vitalité des communautés minoritaires francophones – Défis de l'apprentissage de la langue seconde – Promotion des deux langues officielles – Bilinguisme et perspectives d'emploi**

Ottawa, le 1<sup>er</sup> mai 2017



www.fjcf.ca

450, RUE RIDEAU, BUREAU 403  
OTTAWA (ONTARIO) K1N 5Z4

☎ 613 562-4624 · 1 800 267-5173  
📠 613 562-3995 ✉ fjcf@fjcf.ca

## À propos de la Fédération de la jeunesse canadienne-française (FJCF)

La Fédération de la jeunesse canadienne-française est un organisme national fondé en 1974, géré par et pour les jeunes, composée de onze membres associatifs jeunesse de neuf provinces et deux territoires. Elle contribue au développement socioculturel et identitaire des jeunes Canadiens et Canadiennes d'expression française âgés entre 14 et 25 ans, entre autres par le biais d'activités, d'événements pancanadiens et des programmes d'emploi jeunesse.

Au cours de la dernière année, la FJCF a mené deux sondages auprès des jeunes pour connaître leurs perspectives sur certaines questions. Le premier sondage a été mené par la firme Doyon + Dupuis dans le cadre des travaux de renouvellement de son plan stratégique. Le deuxième sondage a été réalisé par la FJCF, à l'interne, spécifiquement en guise de préparation à cette comparution. Les statistiques et commentaires des jeunes ont inspirés ce texte. Certaines données sont présentées sous forme d'annexe à ce document. Veuillez consulter le document *Synthèse des réponses de sondages des jeunes canadiens et canadiennes d'expression française*, ci-joint.

## Position de la FJCF

À l'orée de l'étude sur la perspective des Canadiens et Canadiennes au sujet d'une modernisation de la Loi sur les langues officielles, la FJCF souhaite communiquer au Comité sénatorial permanent des langues officielles les priorités exprimées par ses membres. Ceux-ci souhaitent avant tout que toutes les institutions fédérales reconnaissent l'importance de la défense et de la valorisation des deux langues officielles et ce, partout au pays. Ils aspirent également à ce que la Loi sur les langues officielles réponde adéquatement aux enjeux actuels énoncés par la jeunesse en termes de vitalité des communautés minoritaires francophones, d'employabilité, d'éducation et d'apprentissage de la langue seconde, de sécurité linguistique et de promotion de la dualité linguistique.

Présente à la grandeur du pays grâce à ses membres provinciaux et territoriaux qui travaillent auprès des jeunes canadiens et canadiennes d'expression française, la FJCF repose sur le principe du PAR et POUR la jeunesse, impliquant le plus possible les jeunes dans ses décisions et ses prises de position. En 2015, les membres de la FJCF, suite à une grande consultation, ont donc ciblé la modernisation de la Loi sur les langues officielles comme un enjeu prioritaire dans leur plateforme PAR et POUR la jeunesse qui a alors été partagée aux dirigeants et dirigeantes des principaux partis politiques en vue de la dernière élection fédérale.

Considérant que la Loi sur les langues officielles (LLO) sert de toile de fond pour la protection des droits des communautés de langues officielles en situation minoritaire (CLOSM) au Canada depuis 1969, cette dernière est une source de fierté pour bon nombre de Canadiens. La LLO est d'une importance particulière pour les francophones du Canada, qui se heurtent souvent à des obstacles

pour faire respecter leurs droits. La FJCF estime que son actualisation et sa pleine application sont prioritaires puisque le plein épanouissement de la francophonie, y compris de la jeunesse francophone, passe par le respect de ses droits.

La jeunesse préconise une francophonie canadienne où l'affirmation identitaire passe non pas par l'opposition et l'exclusion, mais bien par l'ouverture et la diversité. C'est pourquoi la FJCF appuie de tout cœur les tentatives de modernisation de la LLO visant à introduire la notion de qualité égale des communications et services offerts; à améliorer les critères servant à déterminer s'il y a une demande importante et à clarifier les dispositions en matière de consultation préalable à l'application de la partie IV de la LLO. Nous croyons qu'il est de mise que le gouvernement du Canada revoit la définition d'un francophone afin d'adopter une définition plus inclusive de la francophonie, tout comme l'a d'ailleurs fait le gouvernement de l'Ontario.<sup>1</sup>

## CONTEXTE SOCIOLINGUISTIQUE ET VITALITÉ DES COMMUNAUTÉS MINORITAIRES FRANCOPHONES

Selon le recensement 2011 de Statistiques Canada, près de 7 millions de Canadiens ont déclaré parler le français le plus souvent à la maison en 2011 comparativement à 6,7 millions en 2006.<sup>2</sup> Il existe cependant de nombreux jeunes qui s'identifient comme étant francophones, vu leur attachement à la langue et à la culture française, mais qui, pour des raisons diverses, n'ont pas le français comme première langue d'utilisation à la maison. Ces statistiques ne prennent pas non plus en considération la quantité de jeunes, et moins jeunes, francophiles qui aimeraient développer leur apprentissage et leur usage de la langue française dans leur communauté et qui participent activement à la vitalité des communautés minoritaires francophones. C'est pourquoi nous croyons qu'afin d'assurer une meilleure représentation sociolinguistique des francophones en situation minoritaire, il est préférable de ne plus se limiter à la formule de la « première langue officielle parlée » pour déterminer la taille de la communauté de langue officielle en situation minoritaire.

La vitalité des communautés minoritaires francophones ne devrait pas simplement se définir par sa taille. La vitalité des communautés minoritaires francophones passe indéniablement par l'engagement de ses membres et, bien que les jeunes de partout au pays sont de plus en plus mobilisés et participent davantage à la vie citoyenne de leurs communautés, les organismes dédiés à la jeunesse vivent des pressions indues et connaissent de nombreuses difficultés qui mettent en jeu la stabilité et la continuité de leurs opérations et de leur croissance. Tout comme ses homologues associatifs dans tous les secteurs de la francophonie canadienne, le financement

<sup>1</sup> Définition inclusive de francophone – Gouvernement de l'Ontario.

<http://csfontario.ca/fr/rapports/ra1516/30-ans-de-la-loi/dif>

<sup>2</sup> Recensement 2011, Statistique Canada <http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2011/as-sa/98-314-x/98-314-x2011001-fra.cfm>

des organismes qui regroupent et qui mobilisent la jeunesse francophone stagne depuis plus de dix ans. Les jeunes nous signalent d'importants manquements en ce qui a trait aux possibilités d'emplois, en français et dans leurs communautés, en plus de grands défis d'accessibilité à des études postsecondaires en français et ce, dans toutes les régions du pays. La préservation de ces instigateurs de rencontres et d'activités de socialisation en français sont d'autant plus importante quand on considère que, lorsque sondés, plus de 30%<sup>i</sup> des jeunes d'expression française révèlent avoir un certain degré de difficulté à vivre en français dans leur région respective.

*« La plus grande occasion pour vivre en français chez moi est de participer aux événements de l'école en plus des événements offerts les Jeux de l'Acadie ou du Conseil jeunesse provincial ».<sup>ii</sup>*

Selon un court sondage effectué auprès de jeunes du réseau francophone en avril 2017 et selon l'expérience de nos organismes membres, nous constatons que la participation aux activités de rassemblement provinciales ou pancanadiennes des organismes jeunesse francophones ou francophiles est, après le milieu scolaire, une occasion privilégiée des jeunes de vivre en français, de développer des liens avec d'autres jeunes d'expression française et de cultiver leur lien d'appartenance envers l'autre langue officielle et à la culture francophone. Ces occasions de socialisation en français sont aussi, selon les jeunes, un des principaux éléments déclencheurs pour adhérer à la culture francophone. *« Bien que ma famille ait aidé à un certain degré à développer mon affinité envers la culture francophone, ce fut vraiment à travers les organismes jeunesse que j'ai eu des moments où j'ai pu trouver ma place. »<sup>i</sup>*

Par conséquent, la FJCF croit qu'il est impératif de prioriser la vitalité des communautés francophones en situation minoritaire, notamment en permettant le renforcement des capacités des organismes qui contribuent à l'épanouissement de la jeunesse et qui permettent l'organisation d'événements et d'initiatives qui permettent le rassemblement des jeunes d'expression française sur un même territoire et, par la même occasion, la dynamisation de leur communauté respective. C'est, d'après nous, un des vecteurs de succès pour assurer la pérennité de la langue française partout au Canada.

## **DÉFIS DE L'APPRENTISSAGE DE LA LANGUE SECONDE**

En ce qui a trait à l'éducation, l'opinion la plus populaire auprès des jeunes sondés est l'importance de favoriser l'accessibilité des études en français et des cours d'apprentissage de la langue française à la grandeur du pays, autant pour les francophones que pour les francophiles pour qui le français n'est pas la langue maternelle. Pour eux, la notion de bilinguisme devrait être innée et intégrée au cursus scolaire très tôt afin d'assurer le développement d'un sentiment d'appartenance et l'adhésion à la valeur du bilinguisme et de la dualité linguistique à un très jeune âge. Puisque l'attachement à la langue française vient principalement de l'attachement à la culture française, les jeunes rejoints croient que la culture devrait aussi faire partie des cours de français afin de développer les liens des locuteurs.

Pour les jeunes francophones vivant en situation minoritaire, l'apprentissage de la deuxième langue officielle, dans leur cas l'anglais, se fait quasi naturellement. On dit d'ailleurs souvent que si le français s'apprend, l'anglais s'attrape.

Un commentaire qui revient souvent parmi nos membres concernant les défis s'imposant dans leur collectivité pour leur permettre de vivre pleinement en français est le manque d'institutions et de programmes postsecondaires diversifiés en français. En effet, lorsqu'interrogés, 32,5%<sup>ii</sup> des jeunes canadiens et canadiennes d'expression française nous indiquent avoir de la difficulté à avoir accès à une formation postsecondaire de qualité en français dans un domaine ou dans un programme qui les intéresse. Sachant que l'éducation est un des piliers du développement de soi et qu'elle permet aux jeunes de s'approprier leur histoire et leur identité en tant que canadien et canadienne, l'école est un lieu privilégié pour permettre aux jeunes de découvrir et de mieux comprendre ce qu'est la francophonie. Il est préoccupant de savoir que près d'un jeune sur trois<sup>ii</sup> devra poursuivre ses études postsecondaires dans une langue qu'ils n'ont pas choisie ou qu'il devra quitter sa région pour avoir accès à un programme éducatif de son choix en langue française.

## **PROMOTION DES DEUX LANGUES OFFICIELLES**

### **La valorisation des accents et des langues officielles**

Alors que le visage de la francophonie se transforme au pays, la FJCF constate que de nombreux Canadiens et Canadiennes, dont des jeunes francophones, ne se sentent pas à l'aise de s'exprimer en français pour diverses raisons. Certains croient qu'ils ne sont pas assez bons, qu'ils seront jugés ou encore que leur accent est inférieur à celui d'autres régions ou aux accents véhiculés par les médias. Ainsi, plusieurs jeunes préfèrent utiliser l'anglais, même s'ils sont en mesure de communiquer en français. Ce phénomène d'intimidation ou d'insécurité linguistique est présent d'un bout à l'autre du pays et affecte tous les groupes d'âges. La FJCF croit que les différences d'expression ne devraient pas être un obstacle à l'affirmation de la langue française et que la francophonie devrait être célébrée dans toutes ses formes.

Le Canada est un vaste pays dont l'éloignement isole les communautés francophones les unes des autres. Il n'est pas surprenant qu'un francophone de la Nouvelle-Écosse n'ait jamais entendu l'accent d'un francophone de la Colombie-Britannique, puisque plusieurs milliers de kilomètres les séparent. Les jeunes francophones veulent faire tomber les barrières de la distance pour découvrir les autres réalités linguistiques de leur pays et bâtir des ponts avec elles. Si chaque région dispose de ses particularités linguistiques, chaque particularité peut devenir source de richesse et de fierté. Il suffit de les découvrir et de les mettre en valeur.

Le Canada est un pays bilingue. Toutefois, la valorisation de ces deux langues officielles laisse parfois à désirer. La dualité linguistique de notre pays est, d'après nous, un de ses plus grands

atouts. Les jeunes croient que le gouvernement du Canada devrait faire la promotion active de cette dualité comme étant un avantage tant culturel qu'économique.

### **Promotion des langues officielles et de la dualité linguistique**

À 91,3 %<sup>i</sup>, la quasi totalité, des jeunes francophones et francophiles interrogés dans la dernière année reconnaissent le bilinguisme comme étant une composante très importante de l'identité canadienne et la fondation même de la culture canadienne. Cependant, ils signalent un manque de promotion et de valorisation du bilinguisme au Canada, mais surtout un manque de reconnaissance et de fierté de la dualité linguistique au pays.

Outre la promotion directe des langues officielles, un aspect soulevé par les jeunes est le manque de diversité linguistique et le peu de contenu original franco-canadien dans les médias, que ce soit à la radio, à la télévision ou sur le web. L'attachement à la culture francophone passe en premier lieu par l'accessibilité à cette culture et par la diffusion de contenu produit par et pour la francophonie canadienne, et ce, à la grandeur du pays. La diversité du dialecte et la multiplicité des accents des diverses régions canadiennes sont souvent absentes dans les médias. Le français au Canada, c'est beaucoup plus que le français parlé et entendu au Québec. Il est important que les francophones de partout au Canada se voient, s'entendent et s'identifient dans les médias à travers le pays.

Pour sensibiliser la population canadienne à l'importance de respecter la diversité linguistique, de célébrer la dualité linguistique au Canada, de valoriser les accents régionaux et rassembler les communautés linguistiques du pays, il a été recommandé que le gouvernement du Canada lance, partout au pays, une campagne de sensibilisation et de promotion des langues officielles et de la dualité linguistique au Canada afin de faire connaître les différents accents francophones du Canada, les valoriser et bâtir des ponts entre les communautés linguistiques du pays.

De plus, d'importants investissements dans la création de contenu numérique en français sont de mise. Dans l'air technologique d'aujourd'hui, le contenu doit être créé et diffusé rapidement pour rejoindre la masse. Nous voulons outiller les jeunes francophones, du bout à l'autre du pays, pour contribuer à la création de ce contenu en français.

### **BILINGUISME ET PERSPECTIVES D'EMPLOI**

Les jeunes d'expression française du pays questionnés par la FJCF reconnaissent unanimement<sup>i</sup> l'importance de la maîtrise des deux langues officielles en ce qui concerne leurs perspectives d'emploi futur. Ils remarquent aussi cependant le peu d'offres en ce qui a trait aux emplois qui offrent un environnement de travail en français, ou même bilingue. Les participants à notre sondage soulèvent aussi le manque de valorisation du bilinguisme ou de la dualité linguistique



dans les milieux de travail, l'anglais étant souvent privilégié lors du travail à l'interne et des interactions entre employés.

Les jeunes aspirent à trouver des emplois dans leur langue, dans leur domaine d'études, qui offrent des salaires compétitifs et des durées d'emploi respectables, dans leurs communautés.

Heureusement, il existe quelques programmes facilitant l'intégration des jeunes francophones au marché du travail et permettant de développer l'économie des communautés francophones en situation minoritaire, par exemple *Jeunesse Canada au travail (JCT)*. *Jeunesse Canada au travail* est une initiative du gouvernement du Canada, dont le volet *Jeunesse Canada au travail dans les deux langues officielles (JCT-DLO)* est administré par le ministère du Patrimoine canadien. Depuis 1996, ce programme aide les jeunes Canadiens et Canadiennes à développer leurs compétences de travail et à obtenir une expérience d'emploi d'été dans leur deuxième langue officielle. Étant un organisme de prestation de ce programme depuis vingt ans, la FJCF sait fort bien que ce programme joue un rôle important auprès des jeunes pour faciliter leur intégration au marché du travail et développer l'économie, notamment des communautés francophones en situation minoritaire.

L'offre de stages pour jeunes diplômés, dans leur domaine d'étude, ici au Canada serait également une excellente façon d'appuyer dans le développement des jeunes sur le marché du travail et serait également une excellente façon de contribuer économiquement dans les communautés, notamment en développant une main d'œuvre bilingue à travers le pays. Le volet *Jeunesse Canada au travail pour une carrière en français et en anglais (JCT-CFA)* existe présentement pour créer des stages à l'international. Bien que l'objectif de création de stages domestiques existe à l'intérieur du programme, aucun budget n'est présentement alloué à la mise en œuvre de cet objectif, chose que nous jugeons bien dommage.

Nous croyons donc que le gouvernement du Canada devrait investir davantage dans la création d'emplois pour les jeunes francophones et en priorité dans le financement du programme *Jeunesse Canada au travail* dans les deux langues officielles en plus d'investir dans une offre de stages rémunérés pour étudiants en français de qualité dans les communautés francophones en situation minoritaire du pays par l'entremise du programme *Jeunesse Canada au travail* pour une carrière en français et en anglais.

### **En conclusion**

En parallèle à cette actualisation législative de la Loi sur les langues officielles, la FJCF estime que le gouvernement fédéral gagnerait à consolider la capacité de prestation de services de terrain par un investissement accru du financement de base des organismes, associations et réseaux des CLOSM. Il y a aussi lieu de tenir compte de l'influence considérable des gouvernements provinciaux et territoriaux en appui au dynamisme des langues officielles au Canada.

Dans un autre ordre d'idées, la FJCF recommande au gouvernement du Canada de désigner un organisme central, responsable de la coordination, de la mise en œuvre et de l'application de la LLO. Trop souvent, les violations de la LLO passent sous le silence et restent sans conséquence pour ceux qui les commettent. C'est d'ailleurs pour cette raison que nous invitons aussi le gouvernement fédéral à développer et à veiller à l'application d'un système de surveillance doté d'un pouvoir de sanctions en cas de manquement à la LLO.

Enfin, la dualité linguistique est, à nos yeux, la coexistence, dans chaque province et territoire, de deux collectivités linguistiques, chacune ayant ses réalités propres et particulières. Si les jeunes d'aujourd'hui s'associent de plus en plus à une identité bilingue, ils demeurent pour autant de fiers francophones.

En ce sens, la FJCF tient aussi à s'engager à continuer d'alimenter la mise en œuvre de la LLO en informant la jeunesse de ses droits linguistiques, en prenant la responsabilité de mandats particuliers, en effectuant des recherches plus exhaustives sur le sujet et en collaborant à la réflexion du gouvernement fédéral à chaque occasion opportune.

Nous demeurons disponible pour vous appuyer dans votre recherche et dans votre souhait de rencontrer des jeunes francophones d'un bout à l'autre du pays afin de connaître davantage leurs besoins, les enjeux qu'ils doivent affronter et ce qui les motivent à devenir des citoyens.nes engagé.es.

## **CONTACT**

### **Madame Josée VAILLANCOURT**

Directrice générale

Fédération de la jeunesse canadienne-française

450, rue Rideau, bureau 403

Ottawa (Ontario) K1N 5Z4

1 (800) 267-5173 poste 229

josee@fjcf.ca

---

<sup>i</sup> Sondage sur les préoccupations des jeunes, réalisé par la FJCF du 24 juin au 11 juillet 2016, dans le cadre du renouvellement de son plan stratégique, 614 participant.es.

<sup>ii</sup> Sondage portant sur la perspective des jeunes canadiens au sujet d'une modernisation de la loi sur les langues officielles, réalisé par la FJCF du 21 au 26 avril 2017, 23 participant.es anonymes.

<sup>iii</sup> Consultation avec la jeunesse au sujet des langues officielles au Canada, réalisée par la FJCF lors de son Assemblée générale annuelle le 16 septembre 2016, 30 participant.es.